

L'Ukraine ou les contours incertains d'un Etat européen

Denis Eckert

▶ **To cite this version:**

Denis Eckert. L'Ukraine ou les contours incertains d'un Etat européen. L'Espace Politique, 2018, 33, 10.4000/espacepolitique.4411 . hal-01826343

HAL Id: hal-01826343
https://hal.science/hal-01826343

Submitted on 29 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Espace Politique
Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

33 | 2017-3
Frontières de guerre, frontières de paix : nouvelles explorations des espaces et temporalités des conflits + Varia

L'Ukraine ou les contours incertains d'un Etat européen

Ukraine or the uncertain limits of an European state

Denis Eckert

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/4411
DOI : 10.4000/espacepolitique.4411
ISSN : 1958-5500

Éditeur
Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Référence électronique
Denis Eckert, « L'Ukraine ou les contours incertains d'un Etat européen », *L'Espace Politique* [En ligne], 33 | 2017-3, mis en ligne le 31 janvier 2018, consulté le 03 mars 2018. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/4411 ; DOI : 10.4000/espacepolitique.4411

Ce document a été généré automatiquement le 3 mars 2018.

Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

L'Ukraine ou les contours incertains d'un Etat européen

Ukraine or the uncertain limits of an European state

Denis Eckert

> Societies and states are the results of the process of (b)ordering, not the other way around (Nail 2016)

1 L'Ukraine appartient à une Europe orientale dont l'histoire frontalière est marquée par de multiples redécoupages depuis la fin des Empires après 1918. Elle a aussi un rapport tragique à la violence de masse et fait partie des *Bloodlands*, les terres de sang qui ont été ravagées au cours du 20e siècle (Snyder, 2010). L'Ukraine a ainsi été le théâtre de conflits armés répétés entre 1914 et 1945 (conflits mondiaux, guerre soviéto-polonaise, guerre civile) et de cycles de violences extrêmes (répressions staliniennes, collectivisation et famines, déplacements forcés de population, affrontements interethniques, guérillas et contre-guérillas, Shoah). Certes, le divorce post-soviétique de 1991 s'était effectué pacifiquement, et l'Ukraine a eu, entre 1991 et 2014, des frontières incontestées. Mais depuis 2014, le gouvernement ukrainien a perdu le contrôle d'une partie des régions de Louhansk et Donetsk à l'Est (la partie ukrainienne du bassin charbonnier du Don, le Donbass) au profit de pouvoirs séparatistes soutenus par la Russie. Après de sévères affrontements armés, les belligérants de cette guerre non-déclarée se sont retranchés de part et d'autre d'une « ligne de contact » de 500 km, où les incidents armés meurtriers sont fréquents sinon quotidiens (encadré 1). La Russie a par ailleurs profité de la déstabilisation de l'Ukraine en 2014 pour annexer la péninsule de Crimée, au terme d'une occupation-éclair de ce territoire, y organisant un « référendum » ultra-rapide qui n'a pas été reconnu par la communauté internationale. Du fait de cette annexion a été créé *de facto* un nouveau tracé frontalier russo-ukrainien, le long de l'isthme qui sépare la péninsule du continent. Depuis le début de 2014, entre déstabilisation de l'Est et annexion de la Crimée par la Russie, l'Ukraine n'est plus en mesure d'exercer sa souveraineté sur environ 7% de son territoire. Si l'on ajoute à ce tableau le fait que 1,7 millions de personnes sont enregistrées comme déplacés internes sur le territoire contrôlé par le

gouvernement depuis le déclenchement des hostilités[1], et que le nombre de morts du conflit depuis trois ans est estimé à 10 000, les frontières de l'Ukraine ne correspondent que très partiellement à ce que l'on pourrait appeler des « frontières de paix ».

Encadré 1

2 juin 2017 : une journée ordinaire de la « ligne de contact »[2]

A Kyiv, le porte-parole du Conseil de Sécurité de l'Ukraine en charge du suivi de la 'ligne de contact' qui sépare les territoires sous contrôle gouvernemental de la zone séparatiste rapporte les faits suivants : « plusieurs dizaines de violations du cessez-le-feu se sont produites le 2 juin. Deux militaires ukrainiens ont été tués. Cinq ont été blessés, ainsi que deux civils ». C'est une journée plutôt « haute » en termes de pertes, mais aussi tristement banale lorsqu'on suit semaine par semaine la chronique de cette partie de l'Ukraine.

2 Dans un registre plus pacifique, l'Ukraine vient néanmoins d'enregistrer un succès considérable à l'Ouest : elle a obtenu le droit pour ses ressortissants à pénétrer sans visa[3] dans l'espace Schengen (juin 2017). Ce succès couronne une très longue négociation, dont les prémisses remontent à 2005, et sanctionne de multiples modifications de sa législation et de ses pratiques administratives. Les Ukrainiens circulent désormais plus facilement vers l'ensemble de l'Union[4]. Au terme de cette dernière évolution, ils peuvent donc accéder sans visa au territoire de tous leurs voisins (aucun visa n'est requis pour entrer en Russie, Biélorussie et Moldavie). La question des visas et de la libre circulation est un point particulièrement sensible dans un pays qui connaît un très grand écart de niveau de vie avec les pays limitrophes : le PIB/hab (exprimé en parité de pouvoir d'achat) est significativement plus faible que celui de ses voisins —la Moldavie exceptée (tableau 1). Du fait de ces différentiels de richesse, les migrations de travail sont importantes, tant vers le voisin oriental russe (et ceci de longue date) que vers les pays de l'Union européenne : la Pologne bien sûr, mais aussi l'Italie et le Portugal[5]. Cela montre que les restrictions liées à l'espace Schengen n'ont pas empêché le développement d'une émigration vers l'UE avant 2017. Mais l'abolition de l'obligation de visa a une importance politique et symbolique : elle permet aux Ukrainiens d'envisager une intégration plus poussée à l'espace européen, malgré les réticences anciennes et persistantes des pays membres à envisager une entrée de l'Ukraine dans l'UE[6].

Tableau 1. Richesse en Ukraine et dans les pays voisins en 2015 (en dollars / habitant)

	PIB / hab (en dollars	Ratio (Ukraine = 1)
Ukraine	7 986	
Slovaquie	29 757	3,73
Pologne	26 499	3,32
Hongrie	26 275	3,29
Russie	25 965	3,25
Roumanie	20 872	2,61
Belarus	17 714	2,22
Moldavie	5 047	0,63

Sources : World Economic Outlook Database, International Monetary Fund, www.imf.org.
Parité Pouvoir Achat – Produit intérieur brut en dollars par habitant – Ratio : Ukraine=1, au-dessus de cette valeur pays plus riche, en-dessous plus pauvre

3 Le fait frontalier est donc, pour l'ensemble de ces raisons, un élément quotidien de l'actualité ukrainienne et alimente le débat national. Certes, comme bien d'autres Etats, l'Ukraine est marquée par le découplage entre fonctions frontalières et tracés « westphaliens »[7]. Le principal aéroport de Kyiv, Borispil, concentre par exemple, avec ses quelques 8 millions de passagers par an, la majorité du trafic aérien international du pays et est bien sûr un point d'entrée majeur. Associée aux programmes européens de surveillance des migrations, l'Ukraine abrite aussi des centres de rétention de migrants (une dizaine, Migreurop, 2016) qui dessinent une autre géographie contemporaine, celle des lieux de contrôle et de refoulement des étrangers, lieux qui ne jouxtent pas nécessairement les frontières externes du pays et dont l'apparition procède du processus de « prolifération des frontières » (Amilhat-Szary & Giraut, 2015).

4 Il n'en reste pas moins que le fait frontalier, dans son acception classique, est d'une importance toute particulière pour l'Ukraine. Dès la fin de l'URSS en 1991, la transformation des limites administratives entre Républiques soviétiques en frontières internationales, surtout entre Ukraine et Russie, a suscité maintes controverses sur le caractère souvent décrit comme « artificiel » de la séparation des territoires voisins, naguère espaces de transition flous entre terres russe et ukrainienne. Comme le signale un historien: « ici, la frontière dure, institutionnalisée, a peu de force symbolique »[8] (Kravchenko, 2016). Ces « borderlands » décrits notamment par T. Zhurzhenko ont fait l'objet d'études très fouillées (Zhurzhenko, 2010 ; Kolosov & Vendina 2011) qui toutes insistent sur leur caractère transitionnel, et sur les identités complexes qui s'y déploient. Par ailleurs, un discours protéiforme ne cesse, au-delà même de la question de la légitimité des frontières externes, d'affirmer l'existence de « frontières » internes ethnoculturelles, religieuses, politiques, linguistiques qui segmenteraient le territoire ukrainien lui-même en des blocs identitaires supposés incompatibles, alimentant beaucoup d'argumentaires politiques, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays depuis 1991. Ce discours a été réactivé avec force au moment de la crise de 2013-2014. C'est sur ces bases que la propagande russe a notamment justifié l'intervention militaire de 2014

(Seegel, 2018). Pourtant la complexité des gradients, des variations spatiales, est telle qu'elle défie toute forme d'essentialisme. Pour ne donner qu'un exemple, l'existence d'une forme de frontière culturelle repérable entre un Est supposé « russifié » et un Ouest supposé « européanisé » est ainsi contestée par V. Kravchenko qui rappelle qu'un certain nombre de frontières passent, en Ukraine, à l'intérieur de chaque individu, rendant illusoire toute forme de marquage territorial (Kravchenko, 2016). Comment définir une frontière linguistique par exemple quand la majorité des citoyens peut s'exprimer en ukrainien comme en russe ?

5 On voudrait pourtant défendre, dans cet article, l'intérêt de se focaliser sur les multiples frontières « linéaires », qu'elles soient *de jure* (reconnues par la communauté internationale) ou *de facto* (apparues à la suite des conflits de l'ère postsoviétique). Ce non par volonté de suivre les chemins tout tracés d'une géopolitique traditionnelle, mais parce que ces lignes frontalières, dans leurs tracés, leurs évolutions et leurs remises en question, sont autant de témoins d'une expérience historique marquée par la difficulté à inscrire un Etat et une société dans des limites acceptées. Car l'Ukraine contemporaine, avec ses longues frontières terrestres (plus de 5600 km au sens de l'ONU[9]), présente un ensemble extrêmement complexe de situations (Dnistrianskyi, 2010) articulant des frontières indiscutablement reconnues avec des frontières contestées, des frontières en voie d'ouverture avec d'autres qui se ferment, mais aussi des situations géopolitiques qui la font coexister à la fois avec des Etats voisins pleinement sujets du droit international et avec des entités para-étatiques au statut incertain. Ce que nous proposons est donc de retracer, dans leur diversité, les propriétés actuelles des frontières ukrainiennes.

1. Mise en situation : périphéricité, multiculturalité

6 L'Ukraine contemporaine est un État extrêmement récent sur la carte de l'Europe, et « dont le processus de formation en tant que Nation est loin d'être achevé » (Kappeler, 2011)[10]. Le territoire de l'actuelle Ukraine a, pendant des siècles et jusqu'à la disparition de l'URSS, été pour l'essentiel contrôlé par des puissances régionales (Etat polono-lituanien, Empires russe, austro-hongrois, ottoman, Union soviétique...), qui ont exercé, sous des formes variables, leur souveraineté sur ces « confins » à partir de capitales extérieures à cet espace : Vilnius, Varsovie, Istanbul, Moscou, Saint-Pétersbourg, Vienne et Berlin (Kravchenko, 2016). La conséquence de cette périphéricité est décelable dans la structure du système urbain: les grandes villes d'Ukraine, Donetsk, Odessa, Kharkiv, ou même Kyiv, sont toutes proches des frontières. Leur développement a été le fruit de processus exogènes (Savtchouk *et al.*, 2011). Ces centralités externes ont eu un rôle territorial mais aussi social : pendant très longtemps (et jusqu'au 20e siècle soviétique inclus), la voie de la promotion sociale est passée par l'assimilation : la noblesse terrienne s'est ainsi facilement (et durablement) polonisée à l'Ouest, et russifiée à l'Est et au Sud, et ce dès l'époque moderne. Tout comme les contre-élites révolutionnaires structurées à l'échelle de l'Empire (à la fin de la période tsariste) intégreront des militants d'origine ukrainienne dans des organisations où le russe est la langue d'expression (Kappeler, 2003).

7 Par ailleurs, le passé des territoires de l'Ukraine actuelle est, pour beaucoup, celui d'espaces profondément multi-ethniques, avec de fortes oppositions de peuplement entre villages et villes[11]. L'historien A. Kappeler souligne qu'à la différence de bien d'autres peuples d'Europe centrale eux aussi longtemps sujets de différents Empires, les

Ukrainiens « n'ont pas disposé d'un grand noyau de peuplement compact et homogène »[12] susceptible de former le cœur d'un futur Etat-Nation (Kappeler, 2009). Dans la plupart des régions de l'actuelle Ukraine, des propriétaires fonciers polonais, hongrois, russes, roumains, pouvaient dominer une population rurale ukrainienne, dans des campagnes où d'autres groupes étaient aussi présents : les Juifs[13] des *shtetl*[14] notamment, des Polonais, des Allemands et bien sûr en allant vers l'Est des Russes. Les villes étaient majoritairement peuplées de populations non-ukrainiennes : Allemands, Russes, Juifs, Hongrois, Polonais, Arméniens, dans des proportions variables suivant les lieux. Pas une seule ville de l'actuelle Ukraine n'avait, à la fin du 19e siècle, une population majoritairement ukrainienne. Tchernivtsi en 1910, sous la tutelle de l'Autriche-Hongrie, était pour l'essentiel une ville germanophone à forte composante juive, tandis que Lviv était une ville peuplée de plus de 50% de Polonais, un quart de Juifs, avec à peu près 20% d'Ukrainiens. Plus à l'Est, sur les terres contrôlées par l'Empire russe, la ville actuelle de Dnipro (ancienne Ekaterinoslav, et jusqu'à récemment Dnipropetrovsk) abritait elle en 1897 plus de 40% de russophones, 35% de yiddishophones, mais guère plus de 15% de citadins déclarant parler l'ukrainien (on ferait les mêmes constats à Kharkiv ou Odessa). L'industrialisation et l'urbanisation du 19e siècle se firent en effet beaucoup par la migration de Russes et de Juifs de l'Empire qui formèrent le noyau de la classe ouvrière.

8 L'émergence de l'Ukraine comme entité étatique a été dans ces conditions un processus très tardif, même si une partie de son intelligentsia a participé au cours du 19e siècle, comme dans le reste de l'Europe, au mouvement d'affirmation nationale né avec le romantisme. Une succession de pouvoirs ukrainiens instables et d'emprise territoriale variable apparaît sous une forme très éphémère et chaotique entre 1918 et 1920, dans le contexte de sortie de la Première guerre mondiale et du déclenchement de la guerre civile dans l'ancien Empire russe (Loza, 2015)[15]. La deuxième étape est la formation d'une république socialiste au sein de l'URSS (certes dans une forme de souveraineté en trompe-l'œil, mais avec des moments politiques de véritable affirmation culturelle nationale alternant avec des vagues de répression). La troisième étape, décisive pour la période actuelle, est l'accession à la souveraineté en 1991. Enfin, la crise ouverte en 2014 inaugure une contestation des limites comme de la souveraineté de l'État ukrainien sur le territoire hérité de l'éclatement de l'URSS (Carte 1).

Carte 1 - Stables, incertaines ou contestées, les frontières de l'Ukraine



Conception et réalisation : Denis Eckert – 2018
Sources (fond de carte) : Mapz.com et Openstreetmap

9 L'absence d'une centralité « historique » ancrée sur la longue durée dans l'espace ukrainien, que ce soit en termes politiques ou de géographie du peuplement, donne toute son importance à la problématique des frontières. Leur délimitation est le fait de processus exogènes où les Ukrainiens n'ont pas eu leur mot à dire. La majorité des tracés ont été fixés par des décisions rapides prises dans un cadre autoritaire. L'Ukraine est ainsi un Etat héritier d'une configuration territoriale subie, dans un système aussi de souveraineté toujours partielle (et ce jusqu'à aujourd'hui[16]). La perte de contrôle sur une bonne partie du Donbass ukrainien en 2014 est le dernier exemple caractéristique d'une « histoire subie ». Certes, les troubles dans l'Est de l'Ukraine en 2014, avec les manifestations d'hostilité à la « révolution du Maïdan » ont des causes internes (notamment les inquiétudes sur les droits linguistiques des minorités[17]). Mais l'évolution insurrectionnelle ne peut s'expliquer sans le rôle de Moscou, qui a organisé une déstabilisation politique et militaire aboutissant à une sécession que la Russie a finalement soutenue par les armes.

10 Nous essaierons de suivre le processus de formation de ces « frontières subies » pour saisir toute l'importance de cette définition « par l'extérieur » d'un territoire national[18].

2. Les frontières internationales reconnues: le droit et le fait

Frontières de jure, frontières de facto

11 Du point de vue du droit international, l'Ukraine est un Etat qui, ayant accédé à la souveraineté en 1991, a des frontières avec 7 voisins (Dnistrianskyi, 1992). Cela correspond à 8 dyades terrestres depuis le delta du Danube jusqu'à la frontière maritime du détroit de Kertch (Tableau 2). On oublierait facilement, depuis 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie, que ces frontières n'ont fait l'objet d'aucune contestation majeure pendant presque 25 ans.

Tableau 2 : Les frontières reconnues par l'ONU

	État limitrophe	Segment	Kilométrage (approx.)
1	Roumanie	Delta Danube	140
2	Moldavie	Un seul tenant	1222
3	Roumanie	Bucovine	410
4	Hongrie	Un seul tenant	137
5	Slovaquie	Un seul tenant	98
6	Pologne	Un seul tenant	540
7	Bélarus	Un seul tenant	1085
8	Russie	Frontière terrestre	1975
9	Russie	détroit de Kertch	30

12 Ce qui ne veut pas dire que la situation aux frontières ait été parfaitement calme. Une crise éclate ainsi à la frontière sud-ouest de l'Ukraine dès 1992 relativement à la Moldavie voisine. En effet, le long du cours du fleuve Dniestr, une petite région frontalière (4000 km ^{2}), fait sécession de la Moldavie, avec l'appui de la Russie. Ce quasi-Etat est connu en français sous la dénomination de République Moldave du Dniestr (plus couramment Transnistrie). Bien que la nouvelle Ukraine indépendante ne soit pas impliquée directement dans la crise, cette situation influe directement à sa frontière avec la Moldavie, le territoire sécessionniste de Transnistrie (450 km environ) jouxtant l'Ukraine. Celle-ci est donc voisine depuis 25 ans d'une entité sans statut international reconnu, et ce sur 8% de la longueur de ses frontières terrestres.

13 En 2014 sont apparues de nouvelles frontières *de facto*. Au Sud, l'annexion de la Crimée par la Russie a transformé l'isthme entre la péninsule et le continent en frontière russo-ukrainienne (à peu près 140 kilomètres depuis l'isthme de Pérékop jusqu'au cordon littoral d'Arbatska), une frontière certes non reconnue par l'ONU mais bien inscrite dans les faits sur le terrain. Cette frontière reprend le tracé de la limite administrative entre la République autonome de Crimée et la région de Kherson. Plus à l'Est, dans le Donbass, au contact des deux entités autoproclamées dites « républiques » de Louhansk et de Donetsk,

sur 500 km de la « ligne de contact » une quasi-frontière s'est mise en place, avec ses check-points et ses garde-frontières (Eckert & Lambroschini, 2017). Du fait de la crise de 2014 et de la sécession de ces deux entités, l'Ukraine a aussi perdu le contrôle de 300 km de ses frontières terrestres avec la Russie, depuis Novokiivka jusqu'à Novoazovsk (une ligne contrôlée d'un côté par la Russie et de l'autre par les séparatistes du Donbass), mais aussi de la frontière maritime du détroit de Kertch (entre Crimée et région russe de Krasnodar, à l'entrée de la Mer d'Azov).

14 Si l'on résume la situation actuelle, le long des frontières internationales reconnues du pays, plus de 750 km relèvent de situations d'exception, soit que l'Ukraine en ait perdu le contrôle (à l'Est et au Sud) soit que le voisin moldave (au Sud-Ouest) n'y exerce pas sa souveraineté.

3. Des frontières historiquement hybrides

15 Les frontières de l'Ukraine sont récentes. Et hybrides du point de vue de leur formation. Deux catégories s'imposent : les anciennes frontières internationales soviétiques d'une part, fixées en 1940-45, et les délimitations administratives internes à l'URSS (entre Moldavie, Ukraine, Biélorussie et Russie) d'autre part, converties en frontières après 1991. Ces dernières représentent 75% des tracés internationalement reconnus. Certains segments de ces anciennes limites intra-soviétiques ont concentré litiges et tensions (Transnistrie, Donbass, Crimée).

Frontières internationales soviétiques héritées

16 1400 km des tracés actuels correspondent à une partie des frontières extérieures occidentales de l'URSS, soit un quart du total ukrainien (frontières avec la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie, la Pologne). Leur délimitation est, pour l'essentiel, le fruit des négociations secrètes Molotov-Ribbentrop dans le cadre du Pacte germano-soviétique en 1939[19]. Ces tracés sont donc l'héritage direct des arrangements entre pouvoir nazi et régime stalinien, bien qu'ils aient été légèrement retouchés entre 1944 et 1951[20].

17 Plus de 80% de cet ensemble occidental procède d'un découpage alors nouveau et radical de ces territoires. Les réemplois directs de tracés frontaliers sont réduits. Le rôle de Staline est considérable : les décisions internationales de 1939-1945 portent sa marque, depuis l'absorption de la Bessarabie, devenue Moldavie soviétique, jusqu'à la réécriture attentive des frontières roumaines en Bucovine[21], l'annexion de la Ruthénie anciennement tchécoslovaque en 1945 et bien sûr l'absorption des régions orientales de la Pologne en 1939 pour créer, notamment en Galicie, une frontière sans antécédent historique (Gousseff, 2016). La Galicie, ancienne province austro-hongroise, qui avait été intégralement intégrée à la Deuxième République de Pologne entre 1920 et 1939, est alors divisée en deux : la partie occidentale, intégrée au Generalgouvernement nazi, reviendra finalement à la Pologne après 1945 ; la partie orientale de la Galicie est elle annexée par l'URSS (et intégrée à la République soviétique socialiste d'Ukraine). La décision radicale de provoquer un déplacement croisé de populations, au total près de 2 millions de personnes, entre Pologne et Ukraine soviétique entre 1944 et 1946 afin d'aligner la frontière ethnique sur le tracé de cette nouvelle frontière politique est aussi l'effet direct de la volonté de Staline (Gousseff, 2015). La radicalité de ces redécoupages n'empêche

pourtant pas les Alliés et les pays limitrophes concernés de les avaliser à la sortie de la guerre, avec une formalisation lors du Traité de Paris (1947).

18 Jusqu'à la fin du régime communiste, ces frontières furent fortement contrôlées, franchissables seulement au prix de longues formalités, et soumises au « régime frontalier » soviétique, qui impliquait des restrictions de circulation et de résidence dans une large bande frontalière (Martin, 2001). Les points de franchissement étaient peu nombreux : le long de l'actuelle frontière polono-ukrainienne, il n'y avait que deux points de passage : un routier et un ferroviaire, (Smętkowski *et al.*, 2017). Il y en a 16 aujourd'hui. Ce fut donc, même avec les voisins du bloc socialiste, une frontière « dure ». Néanmoins, dans cette Europe orientale à l'histoire troublée, ces ex-frontières soviétiques, internationalement reconnues depuis plus de soixante-dix ans, n'ont pas été remises en question. Certes, la mémoire des territoires perdus du côté polonais, roumain, et surtout hongrois (Szalkai, 2017) reste entretenue[22] mais elle ne donne pas lieu à des revendications ouvertes. À l'exception de quelques ajustements mineurs (délimitation de la frontière maritime entre Ukraine et Roumanie, litige tranché par la Cour de La Haye en 2009), les anciennes frontières soviétiques n'ont pas été retouchées après l'accession à la souveraineté de l'Ukraine.

19 Il s'agit donc, malgré le caractère plus que violent de leur mode de délimitation, de frontières actuellement stables et qui sont désormais les points de contact terrestre avec l'Union européenne. Les frontières polonaise, slovaque et hongroise avec l'Ukraine sont en effet devenues des frontières externes de l'UE en 2004 (celles de la Roumanie le sont devenu en 2007). Toutefois, le statut de ces frontières n'est pas homogène : seules celle de la Hongrie, Slovaquie et Pologne sont les portes d'entrée vers l'espace Schengen, auquel la Roumanie n'appartient pas. Les régions frontalières adjacentes font l'objet de maints programmes de la Politique de Voisinage européenne, dans la perspective de la construction durable d'une coopération pacifique avec un Etat *a priori* non susceptible d'adhérer à l'Union européenne. Ces régions occidentales restent très particulières dans l'espace ukrainien contemporain du fait de leur intégration à la République soviétique d'Ukraine et à l'URSS dans le cours de la Seconde Guerre mondiale seulement : elles sont les lieux d'ancrage d'une toute autre expérience et mémoire historique que le reste du pays. La Galicie, la Ruthénie et la Bucovine du Nord n'ont jamais fait partie de l'Empire russe avant 1917 (Carte 2). Ces territoires ont connu une soviétisation tardive, après la Seconde Guerre mondiale qui y fut le théâtre d'événements spécifiques (notamment en raison d'une forte résistance nationaliste -OUN, UPA- partiellement alliée aux Nazis). Ces expériences historiques différentes créent des discontinuités, des « frontières fantômes » (von Hirschhausen, 2017), discrètes mais toujours repérables dans l'espace ukrainien contemporain et dans une société agitée par les controverses mémorielles, où la construction d'un récit national unifié est plus que problématique (von Löwis, 2017).

Carte 2 : Ukraine : les deux temps de l'incorporation à l'Union Soviétique



Conception et réalisation : © Denis Eckert – CNRS Centre Marc Block - 2018

Frontières administratives converties : les anciennes délimitations internes à l'URSS

20 Les frontières (internationalement reconnues) avec la Biélorussie, la Russie et la Moldavie ont une histoire très différente. Elles sont dérivées des limites administratives qui séparaient ces trois anciennes républiques soviétiques, et qui ont été converties en frontières d'Etat en 1991. Ce sont les plus longues frontières terrestres de l'Ukraine, au total 4200 km, et chacune d'elle court sur plus de 1000 km (presque 2000 pour la frontière russo-ukrainienne). Nous les appellerons dans la suite de ce texte les « frontières postsoviétiques ».

21 Jusqu'en 1991, ces limites n'étaient évidemment ni ponctuées de postes de contrôle ni de bornes-frontières (et elles ne le sont toujours pas dans leur intégralité). Jusqu'à la dissolution de l'URSS, même si elles jouaient un rôle très important dans l'organisation administrative et économique des territoires et dans la vie des populations, elles ne constituaient pas vraiment des barrières, ce dont témoignait la densité des échanges à moyenne et longue distance, et l'importance des déplacements quotidiens de part et d'autre de ces limites républicaines, notamment dans les zones fortement peuplées, urbanisées et industrialisées de l'Est.

22 Ces frontières inter-républicaines ont été fixées dans les premières décennies d'existence de l'Union soviétique. Après la guerre civile, les délimitations entre la République soviétique d'Ukraine et ses voisines russe et biélorusse sont fixées en plusieurs étapes. D'abord en 1924 et 1925, pour aboutir à une stabilisation en 1926 (Loza, 2015 ; Liber, 2016).

Ces limites entre les nouvelles entités soviétiques ne sont pas calquées sur celles des anciens « gouvernements », les provinces de l'Empire[23]. La volonté explicite de s'appuyer sur les limites ethnolinguistiques se heurta à de grandes difficultés sur le terrain, du fait d'identités complexes et de mélanges de populations (en Polésie par exemple).

23 En 1939, nouvelle vague de changements territoriaux. Avec l'annexion des territoires polonais, la limite inter-républicaine Biélorussie-Ukraine est prolongée vers l'Ouest. Au Sud-Ouest, la République soviétique d'Ukraine perd une partie des rives du Dniestr (la Transnistrie). Ce territoire est réaffecté à la nouvelle Moldavie soviétique (formée pour l'essentiel de la Bessarabie perdue par la Roumanie) et l'ancienne zone frontalière d'avant-guerre avec la Roumanie devient ainsi une limite interne à l'URSS.

24 Quelques années plus tard, les autorités soviétiques, dans un mouvement contraire, détachent en 1954 la Crimée de la République soviétique de Russie pour l'intégrer au territoire de la République d'Ukraine. Contrairement à une idée largement répandue, la Crimée n'est pas « donnée » par Khrouchtchev à l'Ukraine dans un geste festif mais transférée de la Russie à l'Ukraine pour faciliter son administration (Boetchko, 1994)[24]. Entre 1954 et 1991, les limites inter-républicaines sont stables.

25 Ces frontières post-soviétiques n'ont pas fait l'objet de contestations sérieuses entre 1991 et 2014. La Russie a même reconnu par deux fois (mémorandum de Budapest en 1994, puis traité d'amitié russo-ukrainien en 1997[25]) l'intangibilité des frontières ukrainiennes de 1991. Même si un certain nombre de politiciens russes (et d'activistes en Crimée même) ont revendiqué, dès le début des années 1990, le détachement de la Crimée de l'Ukraine et son retour à la Russie, ces revendications n'ont jamais été reprises au niveau diplomatique par le gouvernement de la Fédération. Le point de tension le plus important entre les deux États fut par contre le sort de la base navale de Sébastopol et le partage de la Flotte de la Mer Noire entre marines de guerre ukrainienne et russe. Les modalités de partage de la flotte et des installations de la base navale de Sébastopol furent dans un premier temps réglées dans le cadre d'un traité signé en 1997. La Russie devenait locataire d'une partie des installations de la base navale, bénéficiant d'un statut d'exterritorialité. Elle pouvait y abriter des troupes comme des navires. L'accord, conclu pour vingt ans, fut renouvelé en 2010 (accords de Kharkiv) et devait rester en vigueur jusqu'en 2042.

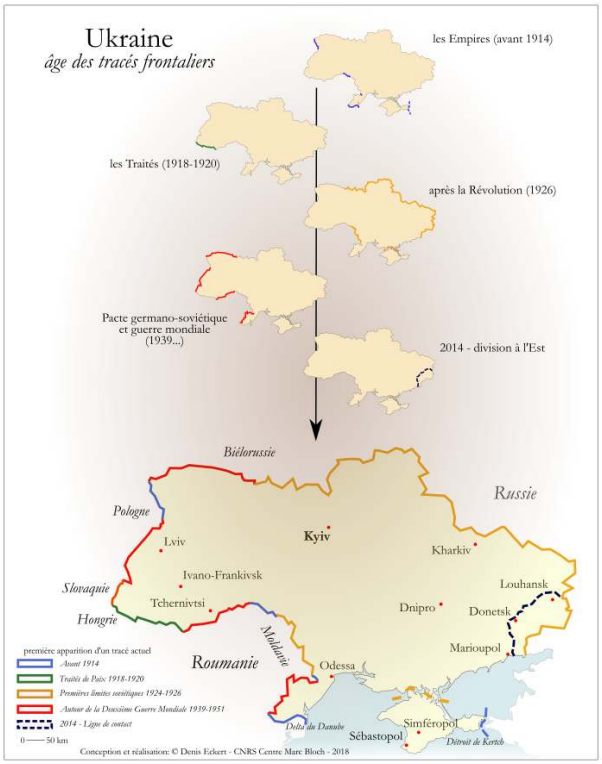
26 Le seul contentieux frontalier russo-ukrainien au cours des années post-indépendance a concerné les espaces maritimes : les deux pays ne se sont pas accordés sur le partage des eaux de la mer d'Azov et le tracé de la frontière dans le détroit de Kertch (entre la Crimée et la région russe de Krasnodar). L'îlot de Touzla, situé au milieu de ce détroit, a même fait l'objet d'une dispute territoriale au début des années 2000, débouchant sur une crise diplomatique aiguë en 2003 (Kolosov 2015). Le contentieux a été par la suite gelé, du fait des positions inconciliables des deux parties. L'annexion de la Crimée en 2014 par la Russie a rendu la situation encore plus inextricable.

27 Les frontières ukrainiennes actuelles, qu'elles aient eu ou non le statut de frontières internationales sous l'URSS, ont donc été modelées et ajustées tout au long du 20e siècle et jusqu'à aujourd'hui.

4. Tracés anciens et frontières actuelles

28 Mais, au-delà de cette instabilité évidente, de la « jeunesse » des frontières, y a-t-il des formes moins visibles de stabilité, de réemploi de frontières antérieures ? Y a-t-il un lien entre antériorité des tracés et légitimité des frontières actuelles ?

Carte 3 – L'Âge des tracés frontaliers



Conception et réalisation : © Denis Eckert – CNRS Centre Marc Block - 2018

La continuité d'une frontière internationale : aux confins de la Hongrie et de la Roumanie occidentale

29 La frontière hongroise (moins de 150 km), et dans son prolongement la partie la plus occidentale de la frontière roumaine (une petite centaine de kilomètres) ont une histoire particulière. Ce tracé de 250 km, fixé à la suite du travail de commissions internationales après la fin de la Première guerre mondiale, est le seul à avoir été une frontière internationale de manière à peu près continue depuis la Première guerre mondiale. En 1920, après le Traité de Sèvres qui l'amputa de très vastes territoires, la Hongrie y fut limitrophe de la Tchécoslovaquie (province de Ruthénie subcarpathique antérieurement hongroise) jusqu'à son démembrement en 1938-39, tandis que, un peu plus à l'Est, la Roumanie voisinait avec la même province tchécoslovaque et plus loin encore, sur quelques dizaines de kilomètre avec la République de Pologne (ancienne province polonaise de Stanisławów[26]). Ces 250 km sont intégrés en 1945 aux tracés frontaliers d'une URSS en pleine expansion vers l'Ouest, lorsqu'elle annexe la Ruthénie. Ce tracé, vénérable

dans le contexte ukrainien, a pourtant moins d'un siècle, et ne représente que 4, 5% de la longueur totale des frontières du pays.

Réemplois : émergence, disparition et réémergence de frontières

30 On peut néanmoins identifier d'autres sections de la frontière ukrainienne actuelle qui ont aussi, à un moment ou un autre de l'histoire, été ou frontière internationale ou limite administrative significative à l'intérieur d'un Empire et qui ont retrouvé plus tard ce statut.

31 C'est surtout au Sud-Ouest et à l'Ouest que l'on constate des réemplois. Le tracé de la frontière de l'Ukraine avec la Roumanie et la Moldavie, est caractérisé par une alternance difficile à décrire dans le détail de « vieilles frontières », antérieures au 20e siècle, désactivées puis réemployées, de limites fixées en 1918 et de tracés fixés par les Soviétiques entre 1924 et 1940. Se succèdent des segments de frontières parfois très courts (20, 80, 150 km), aux histoires extrêmement différentes. On en a dénombré au moins 11 et l'on se contentera ici de quelques exemples pour éclairer le propos.

32 1. À l'extrême Sud-Est du territoire ukrainien, la branche Nord du delta du Danube et le cours du fleuve un peu plus en amont (jusqu'au confluent du Danube et du Prut) ont fixé sur 120 km la frontière entre Empires russe et ottoman (puis avec la Roumanie) depuis 1812 et jusqu'en 1918 (avec des variations dans le détail). Puis, entre 1918 et 1940, la frontière soviéto-roumaine est déplacée 100 km au Nord, sur le cours du Dniestr. L'annexion de la Bessarabie par l'URSS en 1940 réactive la fonction frontalière du delta du Danube, maintenant frontière roumaino-ukrainienne.

33 2. Plus au Nord, à l'extrémité orientale de la frontière Ukraine-Moldavie, un tout petit segment qui court le long du Dniestr (soit les 20 km entre le début de l'embouchure du fleuve et le village de Purcari) est un vestige d'une très vieille limite : ce fleuve a en effet fixé, dès le 14e siècle, la frontière septentrionale du vieux royaume de Moldavie, puis la limite entre Empires ottoman et russe jusqu'en 1812. A cette date, l'Empire russe s'étendant au Sud (création du gouvernement de Bessarabie), le cours du Dniestr est converti en limite administrative interne à l'Empire. Puis, en 1918, la Roumanie s'étendant au Nord jusqu'au Dniestr, celui-ci redevient une frontière internationale, avec l'URSS cette fois. Cette fonction frontalière s'interrompt à nouveau avec l'annexion soviétique de la Bessarabie en 1940, et ce petit segment, qui aura été un des tronçons de la limite administrative entre Moldavie et Ukraine soviétiques entre 1940 et 1991 est finalement réactivé comme frontière après la disparition de l'URSS. En deux siècles, la situation a donc changé quatre fois. Ces modestes 20 km de frontière actuelle sont, en un sens, la mémoire très partielle de la fonction de limite d'un ensemble bien plus étendu, qui courait le long du fleuve Dniestr jusqu'à la Bucovine.

34 3. Justement, dans l'intérieur des terres, aux limites de l'ancienne Bucovine et de la Bessarabie, on retrouve aussi quelques dizaines de kilomètres de vieilles frontières impériales, plus ou moins périodiquement réactivées depuis la fin du 18e siècle. : 80 km de frontières sur le cours supérieur du Dniestr (entre Ukraine et Moldavie), une vingtaine sur le Prut (entre Roumanie et Ukraine).

35 4. À l'Ouest, on remarque que la partie la plus septentrionale de l'actuelle frontière polono-ukrainienne (sur environ 180 km), le long du cours du Bug occidental, correspond à la limite entre Pologne sous tutelle impériale russe et reste de l'Empire. Ce tracé

correspond aussi à une partie de la limite occidentale de la « zone de résidence » assignée aux Juifs de l'Empire russe à partir du règne de Catherine II.

36 L'alternance complexe de segments de frontière découpés en 1940 et de segments réemployés rend évidente l'hétérogénéité du tracé actuel, depuis le delta du Danube jusqu'au nord de la frontière polono-ukrainienne. On peut faire l'hypothèse d'une volonté soviétique, depuis les origines mais surtout en 1939 puis en 1944-45, de découper dans les territoires existants pour créer des entités radicalement nouvelles, en se démarquant du passé et en ne « recyclant » que très ponctuellement d'anciennes limites. Ces redécoupages, confirmés au sortir de la guerre, après la Shoah, au terme de multiples transferts de populations et de déportations, s'inscrivent d'ailleurs dans un moment historique où l'Ukraine perd son caractère pluriethnique, devenant pour l'essentiel un territoire où dominent deux « nationalités » : les Ukrainiens et les Russes.

37 **Au Nord, à l'Est et au Sud** les réemplois facilement identifiables de tracés frontaliers sont beaucoup plus rares. Certes, la frontière entre Ukraine et Biélorussie a des antécédents historiques : elle correspond grossièrement à la limite entre Grand Duché de Lituanie et Royaume de Pologne à l'époque moderne. Mais les limites des régions et républiques soviétiques n'ont pas repris celles des « gouvernements » d'Empire. La carte administrative, soviétique est donc largement une création. La Crimée est une bonne illustration. Après la conquête russe au 18e siècle sur les Tatars, elle fut le siège du Gouvernement de Tauride (avec pour capitale Simféropol), un territoire qui englobait la péninsule mais aussi le territoire continental directement au Nord. Le détroit de Kertch séparait ce Gouvernement de Tauride de la province du Kouban à l'Est. Dès les débuts de l'URSS, la péninsule de Crimée fut constituée en République autonome dépendant de la Russie (et séparée administrativement de la partie continentale de l'ancienne Tauride qui fut attribuée à l'Ukraine). En 1954, elle fut rattachée, comme on l'a vu antérieurement, à l'Ukraine et les limites très légèrement retouchées au début des années 1960. Le détroit de Kertch allait devenir en 1991 une frontière maritime internationale, avant que l'annexion de 2014 n'en fasse disparaître la fonction frontalière. C'est aujourd'hui une frontière évaporée…

5. Des frontières chargées de sens : hauts-lieux des confins

38 Quelques lieux symboliques marquent la frontière entre l'Ukraine et les pays voisins. Aucun n'est neutre en termes de marquage de la frontière.

39 1. Le point de rencontre entre Slovaquie, Ukraine et Pologne est situé dans une zone montagneuse, à plus de 1000 mètres d'altitude sur une ligne de crête des Carpathes. Loin de tout axe de communication frontalier, ce lieu pourrait symboliser la séparation. Il est d'ailleurs au cœur d'une zone marquée par un passé de violences ethniques: sur le versant nord, les minorités ukrainiennes (lemkos) montagnardes furent chassées de leurs foyers en 1947 par l'armée polonaise (Opération Vistule) et dispersées dans le reste de la Pologne. Des parcs naturels occupent dans les trois pays cet espace frontalier très peu peuplé, à vocation récréative (le tourisme est surtout actif du côté polonais) et de réserve faunique et floristique. Toutefois, cette zone est le lieu d'une coopération institutionnelle: les parcs naturels des trois pays forment une réserve de biosphère transfrontalière

labellisée par l'UNESCO depuis 1998 (comme l'est d'ailleurs le delta du Danube bien plus à l'Est, en coopération roumaino-ukrainienne).

40 2. Tout au Nord, à l'autre extrémité de la frontière polonaise, le long du cours du Bug occidental, là où se rencontrent au nord la Biélorussie, la Pologne et l'Ukraine, trouve une autre zone transfrontalière de réserve naturelle labellisée par l'UNESCO (cette fois basse et marécageuse, parsemées de lacs). Mais c'est surtout le site du camp d'extermination de Sobibór (du côté polonais de la frontière), où 250 000 personnes, quasi exclusivement Juifs d'Europe centrale, furent gazées de 1942 à 1943. À la limite même de l'ancienne « zone de résidence » des Juifs de l'Empire russe, il ne reste rien du camp, détruit méthodiquement par les Nazis fin 1943. Ce lieu symbolique est au cœur de la zone des plus grandes violences contre les civils de la Seconde Guerre mondiale (le camp d'extermination de Belzec est tout proche, on est aussi dans le périmètre où eurent lieu les massacres de Volhynie perpétrés par l'armée insurrectionnelle ukrainienne -UPA- contre les Polonais).

41 3. Vers l'Est, juste au Nord de Kyiv, la centrale de Tchernobyl (ville de Pripiat), à 10 km de la Biélorussie, est au cœur d'une zone d'accès limité côté ukrainien, complétée côté biélorusse par une réserve naturelle à l'accès également contrôlé. Car les retombées directes de l'accident nucléaire de 1986 (dépôts de césium 137) ont autant touché la Biélorussie (et un peu plus loin l'ouest de la Russie) que le territoire ukrainien. La centrale et ses abords ont sous surveillance internationale (notamment des agences de l'ONU dont l'Agence Internationale de l'Energie Atomique). Quant aux installations de protection modernisées (le nouveau « sarcophage » inauguré en novembre 2016), elles ont été intégralement financées par la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD). La frontière à Tchernobyl est donc à la fois zone d'accès contrôlé et lieu d'une tutelle, notamment financière, exercée par les organisations internationales et européennes.

42 4. Un peu plus à l'est, au point de rencontre des frontières biélorusse, russe et ukrainienne, là encore dans une zone très rurale, au carrefour de trois routes venant des trois pays (juste à la sortie nord du village ukrainien de Senkivka), se trouve un curieux monument. Il s'agit d'une colonne imposante érigée en 1975, de plus pur style soviétique, appelée les « Trois sœurs[27] » ou encore le « Monument de l'Amitié ». Lors de sa construction, elle devait symboliser la rencontre, l'entente et l'union indestructible des trois peuples slaves de l'Est, les « sœurs » biélorusse, russe et ukrainienne. 40 années durant, à partir de 1975, y fut organisé un festival folklorique tri-national annuel, « l'Unité slave », qui n'a pas survécu à la montée des tensions entre Russie et Ukraine. Ce monument très officiel exaltant la paix et l'amitié entre les peuples slaves de l'Union soviétique, est aujourd'hui le témoin d'une idéologie soviétique déclassée.

6. Une frontière à bas bruit : la limite avec la Biélorussie

43 La frontière biélorusse est l'une des moins connues de l'ensemble du dispositif frontalier ukrainien, à l'exception de la zone de Tchernobyl. Elle s'étend sur plus de 1000 km, pour l'essentiel dans une zone de faible densité de peuplement et où les voies de communication méridiennes sont rares et assez peu fréquentées. Elle est historiquement composée de deux segments : à l'Ouest elle traverse des territoires annexés sur la Pologne en 1939 (régions de Lout'sk et Rivne), tandis qu'à l'Est (oblasts de Jytomyr, Kyiv et

Chernihiv) elle correspond à la limite qui existait depuis les années 1920 entre Biélorussie et Ukraine. Les négociations sur la délimitation de la frontière, entamées tôt après 1991, avaient abouti à un traité qui fut ratifié par l'Ukraine en 1997, mais par la Biélorussie en 2010 seulement. Le bornage effectif de la frontière ne démarre qu'à la fin 2013, après l'échange des instruments de ratification du traité (Dmytrouk, 2014). Cela donne la mesure de la lenteur de ce processus de délimitation des frontières postsoviétiques, en l'absence d'urgence politique. Mais le déclenchement du conflit du Donbass (qui occasionne le départ de 160 000 réfugiés de l'Est de l'Ukraine vers la Biélorussie) pousse le gouvernement biélorusse à accélérer fortement ce bornage (Shukan, 2017). Début 2017 la frontière était bornée sur 350 km environ, soit 1/3 de sa longueur. Cela d'ailleurs a provoqué localement quelques conflits avec des populations frontalières « qui avaient l'habitude de se déplacer librement par-delà cette frontière 'molle' » (Shukan, *ibid.*).

7. Frontières monitorées : un régime de souveraineté limité ?

44 Le « tour des frontières » de l'Ukraine actuelle donne à voir toute une palette de situations où les limites du pays sont intégrées à des dispositifs internationaux plus ou moins contraignants. On a déjà évoqué la situation tout à fait exceptionnelle de la zone de Tchernobyl. Mais elle n'est pas unique. Les frontières de l'Ukraine peuvent en effet être considérées comme largement sous surveillance extérieure. Certaines sont étroitement monitorées. La variété des situations actuelles est frappante : certains de ces dispositifs relèvent d'une coopération pacifique entre Etats voisins, ou plus généralement avec l'Union européenne, d'autres de situations d'exception liées à la situation de guerre à l'Est ou au conflit « gelé » de Transnistrie.

45 L'Ukraine collabore au dispositif Frontex depuis 2007, et rend des comptes à l'Union Européenne sur ses procédures de franchissement de frontières à tous les points d'entrée du territoire, sur ses « bonnes pratiques ». C'est dans le cadre de cette coopération qu'elle a pu obtenir la levée de l'obligation de visa pour les pays de la zone Schengen en juin 2017.

46 La frontière moldavo-ukrainienne fait l'objet d'une mission de surveillance tout à fait particulière de l'Union européenne depuis une douzaine d'années, et ce sur l'ensemble de sa longueur (1222 km), à laquelle il faut ajouter la limite interne entre Transnistrie et reste de la Moldavie. Depuis 2005, un mandat a été confié conjointement par la Moldavie, l'Ukraine et l'UE à la mission EUBAM (*European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine*). Ce mandat, régulièrement renouvelé, court actuellement jusqu'en novembre 2017[28]. Forte de 200 personnes, dont 80 experts européens mandatés par l'UE, la mission est chargée de vérifier le fonctionnement des procédures frontalières sur toute la longueur du tracé, et de conseiller les autorités nationales dans la lutte contre les trafics. C'est une véritable administration, petite mais rigoureusement territorialisée : siège à Odessa en Ukraine, bureau à Chisinau (capitale de la Moldavie), 6 agences de terrain chacune en charge d'un segment de la frontière (EUBAM 2016). L'objectif était, en particulier, de lutter contre les multiples trafics et contrebandes s'appuyant sur la zone de non-droit transnistrienne. On a ici un cas très spécifique de frontière sous tutelle.

47 À l'Est, le Donbass fait l'objet d'une surveillance extérieure depuis l'éclatement du conflit armé début 2014. Une mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la

Coopération en Europe, dite *Special Monitoring Mission* a été mandatée à partir de mars 2014 par les 57 pays membres de l'OSCE pour patrouiller dans la zone de conflit. 610 observateurs internationaux désarmés (novembre 2017) rendent compte des violations des accords de Minsk, qu'il s'agisse de tirs ou de circulation d'armes lourdes prohibées, dans des rapports publiés presque quotidiennement[29]. Ils sont déployés le long de la ligne de contact (et en particulier aux 5 points officiels de passage), mais patrouillent aussi plus en profondeur dans les zones rebelle et gouvernementale, malgré de constantes difficultés de circulation. Fait particulièrement intéressant : ils sont présents en 2 points de passage de la frontière russo-ukrainienne, au niveau des deux villes russes de Goukovo et Donetsk (cette dernière, ville de 50 000 habitants, est homonyme de la métropole ukrainienne du Donbass), dans la partie dont l'Ukraine a perdu le contrôle. Leurs observations permettent de comprendre un peu mieux les relations entre Ukraine sous contrôle gouvernemental, zone rebelle et Russie.

48 Par contre, la frontière de facto apparue à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, depuis l'isthme de Pérékop jusqu'à la bande de sable d'Arbatska, ne fait pas l'objet d'une surveillance internationale.

8. Contradictions à l'Est : du soft bordering au hard bordering ?

49 Toute la région située entre Ukraine et Russie constitue un « borderland » qui est, depuis longtemps, une terre d'interpénétration entre cultures russe et ukrainienne. C'est le lieu de toutes les contradictions des situations frontalières de l'Ukraine (Zhurzhenko 2010). Les limites « nationales » sont historiquement très floues. Dès le recensement de population impérial (1897), on pouvait mesurer l'importance de l'implantation ukrainienne très à l'Est, dans le Kouban (régions de Krasnodar et Stavropol), ainsi que dans les actuelles régions russes limitrophes de l'Ukraine : Belgorod, Koursk, Briansk, Voronej, Rostov (Liber 2016). Les responsables de la République soviétique d'Ukraine avaient d'ailleurs plaidé, au moment de la création de l'URSS, pour une Ukraine plus étendue à l'Est et au Nord. A l'inverse, la présence de populations russophones dans les terres actuellement ukrainiennes était un fait massif, notamment (mais pas seulement) dans les villes. Les identités nationales n'étaient d'ailleurs pas nécessairement clairement stabilisées. En 1926, lors du premier recensement soviétique, beaucoup de ceux qui étaient appelés à répondre aux enquêteurs dans cette zone eurent du mal à définir leur appartenance ethnique.

50 Volodymyr Kravchenko invoque, au-delà de ces arguments qui en appellent à la géographie ethnico-linguistique, des déterminants socio-économiques pour expliquer l'absence de cohésion territoriale de l'Ukraine soviétique : « le territoire de la République soviétique socialiste d'Ukraine n'a jamais été cohérent. Il était semé d'enclaves de la Russie soviétique, soit sous forme de régions spécifiques (Crimée, bassin du Don), soit de grandes entreprises de statut fédéral sous contrôle direct de Moscou » (Kravchenko, 2016)[30]. De fait, l'intégration économique et logistique était très forte : 20 lignes de chemin de fer traversaient la frontière russo-ukrainienne (Savtchouk et al., 2011) et l'itinéraire ferroviaire entre Moscou et la Crimée passait par Kharkiv et le cœur de l'Ukraine… Une part importante des réseaux russes d'exportation de l'énergie vers l'Ouest (oléoducs, gazoducs) passe d'ailleurs toujours par l'Ukraine, malgré une politique de diversification

et de contournement menée avec constance par la Russie depuis la fin des années 1990 (Eckert, 2007).

51 Tatyana Zhurzhenko connecte, elle, la question des frontières à l'Est à celle de l'identité de l'Ukraine postsoviétique : « la frontière russo-ukrainienne, connectée directement à la question de l'identité nationale, est investie d'une signification symbolique particulière, qui ne peut être comprise que dans le contexte ukrainien « post-colonial ». C'est l'absence de frontières claires qui rend l'identité ukrainienne problématique »[31] (Zhurzhenko, 2011).

52 On ne s'étonnera pas du fait que l'induration d'une frontière inter-étatique à partir de 1991 ait été un processus contradictoire. Au-delà des difficultés pratiques découlant de la mise en place de cette frontière, qui séparait des lieux jusque-là très intégrés (Savtchouk et al., 2011), on voit que la frontière russo-ukrainienne devient un enjeu symbolique, entre ceux qui, côté russe, dénient sa légitimité et ceux qui, côté ukrainien, réclament son renforcement dans une perspective de construction de l'Etat-nation.

53 Le déclenchement de la crise du Donbass et l'annexion de la Crimée ont modifié radicalement la situation de cet espace d'échanges et de circulation majeur entre Russie et Ukraine, hérité de ce passé encore récent d'intégration économique et politique. La sécession à l'Est, sans arrêter les échanges et sans provoquer de fermeture des frontières, complique singulièrement les relations transfrontalières. Certes, des trains directs existent toujours entre Kyiv et Moscou, mais l'ancien itinéraire ferroviaire très fréquenté Moscou-Kharkiv-Dnipro-Crimée ne fonctionne plus (Savtchouk, 2017). L'une des décisions les plus spectaculaires est l'arrêt des relations aériennes directes entre Ukraine et Russie (depuis octobre 2015). Alors que les citoyens des deux pays n'ont toujours pas besoin de visa pour franchir la frontière (même si les formalités se sont nettement alourdies), il faut désormais transiter par un pays tiers pour effectuer un voyage aérien entre les deux pays. Dans cette situation, c'est Minsk qui est devenu l'aéroport de correspondance privilégié, la Biélorussie jouant donc le rôle d'intermédiaire entre ses deux voisins.

54 Le refroidissement des relations russo-ukrainiennes se fait nettement sentir sur les 1500 km de frontière avec la Russie toujours sous contrôle du gouvernement ukrainien, frontière qui borde les régions russes de Briansk, Koursk, Belgorod, Voronej et la partie Nord de la région de Rostov, et qui représente 75% du tracé frontalier entre les deux pays. Des études récentes (Zayats *et al.*, 2017) montrent que dans cette partie très urbanisée, où deux centres urbains majeurs se font face (Kharkiv côté ukrainien, 1, 5 million d'habitants, et Belgorod côté russe, 340 000 habitants, sont à 70 km l'une de l'autre), les échanges transfrontaliers naguère intenses diminuent. Le nombre de points de passage autorisés a été drastiquement réduit (de 22 à 5 à la frontière de l'oblast de Belgorod) et les formalités de passage prennent désormais 3 à 5 heures. La fréquence des trains transfrontaliers a été divisée par 6 (2 trains partaient de Belgorod chaque jour en 2016, contre 12 avant 2014). Un symbole de la coopération transfrontalière, le train régional rapide Kharkiv-Belgorod, ne circule plus. Enfin, les échanges marchands enregistrés par les douanes baissent en volume et en valeur. Tous les programmes de coopération régionale sont gelés, dont l'Eurorégion créée en 2003, la *Slobozahnshchina*. Avant 2014, on envisageait de mutualiser certains investissements lourds : création d'un aéroport commun frontalier, d'une fédération universitaire (Kharkiv et Belgorod sont d'important centres d'enseignement supérieur). Tous ces projets se sont évanouis (*ibid.*).

55 En résumé, la crise politique, qui a démarré dans une remise en question radicale de la souveraineté de l'Ukraine, provoque le ralentissement des échanges avec la Russie, et

rend la frontière bien moins perméable qu'avant 2014. Ce alors même qu'à l'autre extrémité du territoire, aux frontières avec l'Union européenne, les portes de l'espace Schengen s'ouvrent plus facilement.

9. Les frontières contestées de l'Est

56 Les frontières contestées de l'Ukraine à l'Est peuvent être divisées en 4 groupes : la « ligne de contact » avec la zone séparatiste, la frontière de fait avec la Crimée, l'ex-frontière du détroit de Kertch (et les eaux de la mer d'Azov), et enfin la frontière « inactive » dont l'Etat ukrainien a perdu le contrôle tout à l'Est. À chaque fois, les situations en sont extrêmement différentes, tant juridiquement que dans les faits.

La « ligne de contact » et la zone rebelle du Donbass

57 Les cessez-le-feu successifs entre séparatistes du Donbass et forces gouvernementales ukrainiennes (2014 puis 2015) ont fixé une ligne appelée dans la langue diplomatique la « ligne de contact ». Elle coupe en arc de cercle les régions de Donetsk et Louhansk, les deux villes-centres étant situées dans la zone rebelle. Cette ligne ne fait l'objet d'aucune délimitation officielle, son tracé est dans le détail assez flou (Eckert & Lambroschini, 2017). Elle est censée être tout à fait provisoire, les négociations internationales menées sous l'égide du groupe de Minsk envisageant la réintégration sous conditions de la zone rebelle au sein de la république d'Ukraine. Quoique le conflit ne semble aucunement en voie de résolution, car la Russie continue dans les faits à soutenir à bout de bras la zone rebelle, l'horizon théorique reste celui de la réunification de l'Ukraine. Officiellement, la Russie ne soutient aucun projet sécessionniste, ni ne formule de revendications territoriales pour son propre compte.

58 Cette ligne de contact est un objet hybride. Certes, c'est une ligne d'affrontements où les escarmouches, les tirs d'artillerie et de missile sont quotidiens[32]. Rares sont les semaines sans qu'il y ait des morts civils ou militaires. Mais, du fait de l'intrication des réseaux techniques, notamment en zone urbaine, c'est aussi, nécessairement, un espace de coopération entre les deux parties. Adduction et épuration d'eau, fourniture d'électricité, etc., forment la matière d'échanges quotidiens, au besoin pour coordonner des réparations urgentes après bombardements. Des points de passage ont été mis en place : 5 check-points permettent de franchir la ligne de contact. Courant 2017, le nombre de passages quotidiens dépasse 30 000[33]. La possibilité de ces passages est d'une importance cruciale pour la population civile. Il n'est en effet pas rare de voir des retraités franchir la ligne depuis l'Est, aller percevoir des prestations sociales ou leur indemnité de personne déplacée à l'Ouest, et revenir ensuite dans la zone séparatiste[34]. Certaines observations de terrain montrent qu'une partie des déplacements interzones se fait en contournant la ligne de contact : il peut être plus facile de sortir de la zone rebelle par le territoire russe et d'entrer dans la zone gouvernementale par la partie Nord de la frontière russo-ukrainienne, en prenant des lignes de minibus[35]. Un commerce à la valise interzone s'est d'ailleurs rapidement développé. Plus généralement, les relations économiques ne se sont pas brutalement arrêtées avec la crise de 2014. Pendant 3 ans, les patrons d'entreprises et de conglomérats, les fameux *oligarques* ukrainiens, ont continué à gérer des entreprises situées à l'Est. Et l'anthracite du Donbass était acheté par les centrales thermiques de l'Ukraine gouvernementale.

59 2017 a peut-être marqué une rupture. Les très opaques « autorités » de la zone rebelle ont annoncé en mars un certain nombre de mesures : confiscation de certaines entreprises appartenant à des oligarques ukrainiens d'une part (une quarantaine d'entreprises concernées), en représailles à des actions de blocus menées par des activistes côté gouvernemental. Elles ont par ailleurs annoncé la distribution de passeports aux armes des « Républiques populaires » du Donetsk, ou de Louhansk aux résidents, documents d'identité dont la Russie a rapidement annoncé qu'ils permettraient d'entrer en Russie, suscitant de véhémentes protestations des autorités ukrainiennes. Celles-ci ont progressivement arrêté de fournir de l'électricité à la zone rebelle, officiellement du fait d'impayés[36], tandis qu'elles annonçaient aussi la fin des achats d'anthracite aux mines du Donbass.

2. Une autre frontière de fait : aux limites de la Crimée

60 Les énormes moyens militaires mis en œuvre par la Russie pour s'assurer en mars 2014 le contrôle de la Crimée (Loza, 2015) rendent peu crédible l'idée du retour de la péninsule dans le giron ukrainien. On notera que pratiquement aucun incident armé sérieux n'a été enregistré à cette nouvelle frontière depuis l'annexion. À la limite de l'oblast de Kherson et de la République autonome de Crimée, l'isthme est devenu une limite de fait avec la Russie. C'est une zone de lagunes où terres et eaux s'interpénètrent, naguère voie d'entrée privilégiée depuis le continent. Les passages y sont très contraints depuis 2014. La Russie y a établi 3 checkpoints (Perekok, Armiansk et Djankoï) tandis que l'Ukraine en 2015 a établi le « régime frontalier » dans la zone et y a déployé ses garde-frontières. La restriction des accès au continent par le Nord a déterminé la Russie à faire un effort financier considérable pour relier directement les infrastructures de Crimée au territoire de la Fédération de Russie, par la région de Krasnodar donc vers l'Est. Car la Crimée était évidemment connectée aux voies de communication et aux réseaux techniques (lignes électriques, etc.) par le Nord. Depuis l'annexion, la Russie a mis en place des câbles sous-marins pour limiter les pénuries d'électricité et réduire la dépendance énergétique envers l'Ukraine[37], et construit des centrales thermiques dans la péninsule. Elle vient d'y installer des turbines Siemens, en violation des sanctions internationales (au prix d'un scandale diplomatique avec l'Allemagne, à qui il avait été annoncé une toute autre destination pour ces équipements). Par ailleurs, la Russie a commencé en 2016 la construction d'un viaduc routier et ferroviaire de 19 km sur le détroit de Kertch, à un rythme très rapide : la mise en service est prévue en 2018-2019[38]. Ironie de l'histoire, le viaduc faisait partie des projets bilatéraux russo-ukrainiens pour le développement de la côte de la Mer noire et le désenclavement de la Crimée, un mémorandum en ce sens avait même été signé en 2010 (Kolosov, 2011).

61 L'annexion de la Crimée ne fait que rendre plus improbable la résolution d'un problème particulier : celui du statut des eaux de la mer d'Azov, qui font l'objet d'une dispute territoriale depuis 1991 (Kolosov, 2015). Cette mer intérieure est maintenant bordée de 4 catégories de territoires : - ukrainien sous contrôle étatique – ukrainien sous contrôle séparatiste à l'Est de Marioupol – « terre ferme » russe à l'Est– Crimée annexée par la Russie.

Conclusion

62 Le tour des frontières de l'Etat ukrainien peut, à bon droit, donner le tournis. Dans ce cheminement, du fait de la labilité et de la diversité des situations, la notion même de frontière se dérobe. La remarque de Thomas Nail « il y a plus de types de frontières aujourd'hui que jamais dans l'histoire » s'applique parfaitement (Nail, 2016)[39]. Cette complexité témoigne de la variété des rapports, de la guerre presque ouverte à la coopération, que l'Ukraine entretient avec ses voisins. L'Etat ukrainien ne peut prétendre exercer pleinement une prérogative caractéristique des Etats contemporains, à savoir le contrôle effectif de son territoire et de ses limites, certaines situations étant bien antérieures à la crise de 2014. Entre tensions à l'Est et au Sud, dans un état de guerre larvée et de cessez-le-feu poreux, et signes d'ouverture et de rapprochement à l'Ouest, l'actualité de l'Ukraine se lit donc à travers celle de ses « frontières de guerre » comme de ses « frontières de paix » ; dans une articulation entre ses lieux de crise, comme d'intégration et d'ouverture.

63 Les difficultés persistantes à construire un espace national doté de frontières sûres et reconnues sont le produit de la tardive émergence d'un Etat ukrainien, de la difficulté à construire une nation politique au cours du 20e siècle et jusqu'à la période actuelle, projet national dont les contours sont à la fois flous, contradictoires et contestés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières (Kappeler 2017). Le « pays des Confins[40] » reste marqué par cette singularité dans le contexte européen.

BIBLIOGRAPHIE

AMILHAT-SZARY A.-L. et GIRAUT F., 2015, Borderities: The Politics of Contemporary Mobile Borders. In A.-L. Amilhat-Szary et F. Giraut (Éd.), *Borderities and the Politics of Contemporary Mobile Borders* (p. 1-19). Basingstoke: Palgrave Macmillan.

DMYTROUK V., 2014 « Délimitation et bornage de la frontière d'Etat de l'Ukraine : problèmes et priorités » [Delimitatsia ta demarkatsia derjavnoho kordonou Oukraïny : problemy ta prioritety]. *Regionalna Istoria Oukraïny, vol. 8,* 109-117.

DNISTRIANSKY M., 1992, *Les frontières de l'Ukraine. Structure territoriale et administrative* [Kordony Oukraïny. Territorialno-administratyvnyi oustrii]. Lviv: Svit.

DNISTRIANSKY M., 2010, *Géographie politique et géopolitique de l'Ukraine* [Polititchna geografia ta geopolitika Oukraïny]. Ternopil: Navtchalna kniha — Bohdan.

ECKERT D. (Éd.), 2007, *La Russie*. Paris: Hachette Supérieur.

ECKERT D. et LAMBROSCHINI S., 2017, La ligne de démarcation entre le Donbass et le reste de l'Ukraine. *M@ppemonde*, (119). Consulté à l'adresse http://mappemonde.mgm.fr/119lieu1/

EUROPEAN UNION BORDER ASSISTANCE MISSION TO MOLDOVA AND UKRAINE, 2016, *Annual Report : 1 December 2015 - 30 November 2016* (p. 34). Odesa: European Union Border Assistance

Mission to Moldova and Ukraine. Consulté à l'adresse http://eubam.org/publications/eubam-annual-report-2016/

GOUSSEFF C., 2015, *Echanger les peuples: le déplacement des minorités aux confins polono-soviétiques (1944-1947)*. Paris: Fayard.

GOUSSEFF C., 2016, Vom Krieg erzwungen oder historisch gewachsen? Die Bug-San-Linie als vertikale Scheidelinie im östlichen Europa. In *Europa vertikal: zur Ost-West Gliederung im 19. und 20. Jahrhundert* (p. 175-190). Göttingen: Wallstein Verlag.

HIRSCHHAUSEN (von) B., 2017, De l'intérêt heuristique du concept de « fantôme géographique » pour penser les régionalisations culturelles. *L'Espace géographique*, (2), 97-105.

KAPPELER A., 2003, Mazepintsy, Malorossy, Khokhly: Ukrainians in the Ethnic Hierarchy of the Russian Empire. In A. Kappeler, Z. E. Kohut, F. E. Sysyn, & M. Hagen (von) (Éd.), *Culture, nation, and identity: the Ukrainian-Russian encounter (1600-1945)* (p. 162-181). Edmonton: Canadian Institute of Ukrainian Studies Press.

KAPPELER A., 2009, *Kleine Geschichte der Ukraine* (3e éd.). München: Beck.

KAPPELER A. (Éd.), 2011, *Die Ukraine: Prozesse der Nationsbildung*. Köln: Böhlau Verlag.

KAPPELER A., 2017, *Ungleiche Brüder: Russen und Ukrainer vom Mittelalter bis zur Gegenwart* (C.H. Beck Verlag). München.

KOLOSOV V., 2015, «Russia – Ukraine: the Tuzla Sand Bar. In E. Brunet-Jailly (Éd.), *Border Disputes. A Global Encyclopedia* (p. 405-417). Santa Barbara - Denver: ABC - Clio.

KOLOSOV V. et VENDINA O. (Éd.)., 2011, *La zone frontalière russo-ukrainenne : vingt ans d'unité divisée* [Rossiiyskoe Ukrainskoe Pogranichie: dvadtsat' let rasdelennogo edinstva]. Moscou: Novyi Khronograf.

KOLOSSOV V., 2011, La Russie et l'Ukraine : construction de l'Etat et de la Nation, priorités géopolitiques [Rossia i Ukraina: natsionalnoye-gosurdarstvennoye stroïtelstvo i geopoliticheskie prioritety]. In V. Kolosov & O. Vendina (Éd.), *La zone frontalière russo-ukrainenne : vingt ans d'unité divisée*, (p. 65-99).

KRAVCHENKO V., 2016, Ukraine: history confronts geography. In I. Liikanen, J. W. Scott, & T. Sotkasiira (Éd.), *The EU's Eastern Neighbourhood: Migration, borders and regional stability* (p. 36-49). London and New York: Routledge.

LIBER G., 2016, *Total wars and the making of modern Ukraine, 1914-1954*. Toronto: University of Toronto Press.

LÖWIS (Von) S., 2017, Frontières fantômes et ambivalence des espaces d'identification en Ukraine. *L'Espace géographique*, (2), 126-142.

LOZA Y., 2015, *Atlas Historique de l'Ukraine* [Istoritchnyi Atlas Oukraïny]. Kyiv : Mapa.

MARTIN T., 2001, *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the USSR, 1923–1939*. Ithaca: Cornell University Press.

MIGREUROP, 2016, Carte des camps 2016. Migreurop. Consulté à l'adresse http://www.migreurop.org/IMG/pdf/carte_camps_fr.pdf

NAIL, T., 2016, *Theory of the Border*. New York: Oxford University Press.

SAVTCHOUK I. (à paraître). Le trafic ferroviaire international de voyageurs en Ukraine, un pont entre l'Est et l'Ouest ou le choix d'un bloc ? *Géotransport.*

SAVTCHOUK I., KOLOSOV V., et ZOTOVA M., 2011, Les problèmes d'infrastructures de transport dans la zone frontalière [Transportno-infrastrouktournye problemy v pogranichnoy zone]. In V. Kolosov & O. Vendina (Éd.), *Rossiiskoe Ukrainskoe Pogranichie: dvadtsat let rasdelennogo edinstva* (p. 141-161). Moscou: Novyi Khronograf.

SEEGELL S., 201 (à paraître). Ethnic Maps as Geospatial Battleground: Cartography, Identity Politics, and Western Media Maps of the Russian-Ukrainian Conflict in 2013-2014. *Südosteuropa*.

SHUKAN I., 2017, *La Biélorussie après la crise ukrainienne : une prudente neutralité entre la Russie et l'Union européenne ?* Paris: IRSEM.

SMĘTKOWSKI M., NÉMETH S. et ESKELINEN H., 2016, Cross-border shopping at the EU's Eastern edge : the cases of Finnish-Russian and Polish-Ukrainian border regions. *Europa Regional*, *24*(1-2), 50-64.

SNYDER T., 2010, *Bloodlands: Europe between Hitler and Stalin*. New York: Basic books.

SZALKAI G., 2017, Quand les fantômes historiques sont convoqués. Invention de hauts lieux et réification des identités territoriales dans les Carpates roumaines. *L'Espace géographique*, (2), 143-157.

ZAYATS D., ZOTOVA M., TOUROV N. et KLIOUTCHNIKOV M., 2017, La crise des relations russo-ukrainiennes et leurs conséquences sur les relations transfrontalières dans l'oblast de Belgorod [Krizis rossiïsko-oukraïnskikh otnocheniï : posliedstvia dlia transgranitchnykh vzaïmodiestviï Belgorodskoï oblasti]. *Izvestia Rossiskoï akademii naouk. Seria geografitcheskaya*, (5), 43-57.

ZHURZHENKO T., 2010, *Borderlands into Bordered Lands: Geopolitics of Identity in Post-Soviet Ukraine*. Ibidem Verlag.

NOTES

1. Sont recensées les IDP's ou « Internally Displaced Persons ». Source : National monitoring system of the situation with internally displaced Persons, Kyiv, Septembre 2016

2. Synthèse des déclarations du porte-parole du Conseil de la Défense d'Ukraine A. Lysenko, conférence de presse du 3 juin 2017. Accès au site : http://mediarnbo.org/about/?lang=en. Les « autorités » séparatistes ne communiquent-elles jamais sur les incidents armés et les pertes. L'OSCE procède de son côté à des bilans réguliers des constatations de ses observateurs : http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine

3. Ce alors que les ressortissants de l'UE n'avaient plus, depuis 2004, à demander de visa pour entrer en Ukraine.

4. La Pologne a pris après l'entrée en vigueur du régime Schengen, qui réduisait la circulation frontalière, des dispositions particulières sous forme d'un « visa national » pour faciliter l'entrée des Ukrainiens sur son territoire (2009)

5. Les Ukrainiens sont la 3e communauté étrangère au Portugal (plus de 30000 résidents en 2016), après les Brésiliens et les Cap-Verdiens (SEFSTAT 2016)

6. Dès 2002, Romano Prodi, alors président de la Commission européenne, avait déjà exprimé ses réticences, dans une interview controversée à la Stampa

7. Да notion de frontière linéaire séparant des Etats exerçant leur souveraineté de part et d'autre de cette limite apparaît avec le traité de Westphalie (1648).

8. Ma traduction. Original : « *here, the hard, institutionalised border has few symbolic foundations* »

9. À titre de comparaison : frontières terrestres de France métropolitaine: 2900 km, d'Allemagne comme de Pologne 3600 km environ

10. Ma traduction. Original : « Die ukrainisiche Nationswerdung... ist keineswegs abgeschlossen »

11. Dans l'histoire de l'Europe centrale et orientale, la coutume est de distinguer entre « nationalité politique » (sujétion, citoyenneté) et « nationalité ethnique ». On peut donc être par exemple sujet de l'Empire russe et être catégorisé par cet Etat comme « Juif », « Allemand », « Ukrainien », etc. Les recensements menés depuis la fin du 19e siècle dans cette partie de l'Europe s'attachent à catégoriser finement les populations sous ce critère de la « nationalité ethnique », en utilisant des définitions assez variables dans le temps, et ce jusqu'aux recensements contemporains.

12. Ma traduction. Original : « im Gegensatz zu den meisten anderen europäischen Völkern fehlte den Ukrainern ein größerer ethnisch geschlossener Siedlungskern.

13. Une grande partie de l'Ukraine soviétique d'avant 1939 recouvre la partie sud de l'historique « zone de résidence » assignée par les Tsars aux populations juives à partir de la fin du 18e siècle.

14. Terme yiddish désignant les bourgades à population majoritairement juive.

15. Le pouvoir à Kyiv change de nombreuses fois de mains entre 1917 et 1921 (divers gouvernements ukrainiens, armées blanches, pouvoir bolchevik, armées allemande, polonaise...)

16. Outre la situation créée depuis les conflits de 2014, les contentieux développés avec la Russie sur le statut des eaux de la mer d'Azov depuis l'effondrement de l'URSS, ont en effet limité la souveraineté de l'Ukraine.

17. L'un des premiers votes de l'Assemblée (23 février), un jour après la destitution du président Ianoukovitch, fut de suspendre la loi garantissant le statut de « langue régionale » au roumain, au hongrois et au russe dans un certain nombre de régions. Le président provisoire opposa son veto, mais l'effet politique fut désastreux et radicaliser immédiatement les oppositions.

18. Ce type de formation des frontières peut rappeler les contextes coloniaux et postcoloniaux (en Afrique subsaharienne par exemple).

19. La ligne de partage entre Allemagne nazie et URSS suivait grosso modo le tracé de la « ligne Curzon » proposée par le ministre britannique de ce nom en 1920 pour fixer la frontière soviéto-polonaise. Cet antécédent diplomatique sera invoqué par l'URSS en 1944-45, au moment de la défaite de l'Allemagne nazie, pour légitimer les frontières de 1939.

20. Un échange de territoires entre Pologne et URSS (République soviétique d'Ukraine) fut encore effectué en 1951

21. Des commissions mixtes soviéto-roumaines siégèrent formellement au mois de mars 1940 ; leur fonction fut simplement d'entériner les diktats portés par les représentants soviétiques.

22. Les considérables amputations de territoire de la Hongrie après 1918 ont, jusqu'à aujourd'hui, été vécues comme un traumatisme national ineffaçable.

23. En russe 'goubernia'

24. L'idée répandue selon laquelle la Crimée aurait été « offerte » par la volonté de Khrouchtvev à l'Ukraine à l'occasion du 300e anniversaire de l'intégration de la partie orientale de l'Ukraine à l'Empire russe est une construction postérieure. Les raisons de cette décision sont à chercher du côté d'une volonté d'optimisation de la gestion du territoire de la péninsule, beaucoup mieux raccordée à la « terre ferme » via l'Ukraine que via la Russie, et ce dans un contexte économique difficile en Crimée.

25. Traité ratifié par l'Ukraine en 1998 et la Russie en 1999.

26. Aujourd'hui Ivano-Frankivsk

27. Référence à une tradition qui décrit les peuples russe, ukrainien et biélorusse comme les trois sœurs d'une même famille, trois branches d'un seul peuple, celui des Slaves de l'Est. Une excellente illustration en est la planche cartographique consacrée au peuple russe dans l'illustre Encyclopédie Brockhaus-Efron (tome d'annexe II, publié à Saint-Pétersbourg en 1907).

28. Site de la mission EUBAM : http://eubam.org/who-we-are/ (consulté le 26.07.2017)

29. http://www.osce.org/press

30. Ma traduction. Original : « *the territory of the Ukrainian Soviet Socialist Republic was never a coherent whole. It was disrupted by Russian Soviet Enclaves in the form of particular regions (the Crimea, The Donets Basin) and large entreprises of 'All-Union' status under the direct control of Moscow* ».
31. Ma traduction. Original : « *the Ukrainian-Russian border, being closely connected to the issue of national identity, is invested with a special symbolic meaning, which can be only understood in the Ukrainian « post-colonial » context. It is the lack of clear boundaries which makes Ukrainian identity problematic* »
32. Un documentaire, tourné sur la ligne de contact côté rebelle, donne une idée très concrète du quotidien des affrontements en 2014 (*Le choix d'Oleg*, 2016, E. Volochine et J. Keogh).
33. Ces chiffres pour 2017 sont en nette augmentation par rapport à 2016, où la moyenne journalière s'établissait à 23 000 passages (soit 8,5 millions pour l'année 2016 dans son ensemble). Source : service des gardes-frontières d'Ukraine. http://dpsu.gov.ua/en/activity/propusk-cherez-kordon/
34. Le gouvernement ukrainien a stoppé les opérations bancaires dans la zone rebelle
35. Rapports de l'OSCE, 2017
36. Communiqué *Ukrenergo* du 27-07-2017. https://ua.energy/media-2/news/electricity-flows-temporarily-uncontrolled-areas-donetsk-oblast-discontinued-effective-26-july/
37. La Crimée dépendait du continent, ce que le spectaculaire sabotage de pylônes électriques en novembre 2015 côté ukrainien a mis en évidence.
38. France 24, reportage du 28/3/2017 (E. Volochine)
39. Ma traduction. Original : « *There are more types of borders today than ever in history* »
40. Sens étymologique du mot « Ukraine »

RÉSUMÉS

La situation des frontières de l'Ukraine, Etat issu du démembrement de l'URSS en 1991, est d'une grande complexité. La crise politico-militaire de 2014, la déstabilisation du Donbass à l'Est et l'annexion par la Russie de la Crimée au Sud ont rendu le contrôle du territoire encore plus incertain. Une typologie systématique de ces situations frontalières est proposée, avec une réflexion sur la mise en place progressive des tracés actuels au cours de l'histoire. Cela permet de comprendre où la souveraineté de l'Etat ukrainien ne s'exerce que partiellement, et quels défis immédiats cette situation pose pour la stabilité interne du pays comme pour les Etats et puissances environnantes.

The situation of the borders of Ukraine, a state that emerged from the breakup of the USSR in 1991, is extremely complex. The crisis of 2014, the destabilization of Donbas in the East, and Russia's annexation of Crimea in the South have rendered the control of the territory even more uncertain. A systematic typology of these situations is proposed, with a reflection on the progressive delineation of these borders in the course of history. This makes it possible to understand where the sovereignty of the Ukrainian state is exercised only partially, and what immediate challenges this situation poses for the internal stability of the country as for the surrounding states and powers.

INDEX

Mots-clés : frontières, Ukraine, marges, déstabilisation, Donbass, confins, territoires non-contrôlés
Keywords : Borders, Ukraine, margins, destabilization, Donbas, borderlands, non-controlled areas

AUTEUR

DENIS ECKERT

Directeur de recherche
CNRS, Centre Marc Bloch, Berlin
eckert@cmb.hu-berlin.de